



COMMUNE DE GODEWAERSVELDE
REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU NORD

ARRETE MUNICIPAL
AR2026/21

**PORTANT FERMETURE DE LA CIRCULATION
RUE DE L'ABBAYE**

Le Maire de la Commune de GODEWAERSVELDE,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
Vu la demande de l'entreprise EUROVIA afin de réaliser une étude de sol par carottage et déflexion à hauteur de la rue de l'Abbaye pour le compte de Cœur de Flandre Agglo,

ARRETE

- ARTICLE 1^{er}.** L'entreprise est autorisée à entreprendre les travaux susdits du 4 au 6 février 2026, suivant les prescriptions imposées par la CACF,
- ARTICLE 2.** L'entreprise est autorisée à interdire la circulation et le stationnement dans les deux sens par route barrée à hauteur de la rue de l'Abbaye, sauf riverains,
- ARTICLE 3.** En raison des restrictions qui précèdent, la circulation sera déviée par la Place Verte,
- ARTICLE 4.** L'entreprise devra procéder à la remise en état de la voirie et préviendront le service voirie de la CACF pour contrôle,
- ARTICLE 5.** La signalisation sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux,
- ARTICLE 6.** Plaques de résine. Si l'entreprise exécute des tranchées aux endroits des plaques de résines coulées pour le signalement de l'opération « priorité à droite » elle devra obligatoirement couler à ses frais une nouvelle plaque entière suivant la notice technique (disponible en mairie) ou faire appel à un prestataire spécialisé. La Commune et la CACF devront être informés une semaine avant le début des travaux,
- ARTICLE 7.** L'entreprise veillera à ce que les véhicules de secours du SDIS ainsi que les services de la Poste puissent circuler,
- ARTICLE 8.** Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Brigade de Gendarmerie de STEENVOORDE, à la Communauté d'Agglomération Cœur de Flandre, à l'entreprise EUROVIA, à la Poste, au SDIS.

Fait à Godewaersvelde, le 30 janvier 2026

Le Maire,

A. VERMEULEN



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.